

Le « dividende de la paix »

Partage international n° 39 - Novembre 1991

Interview de Le Maître - par Patricia Pitchon

Patricia Pitchon : *Le sentiment général est qu'aucun « dividende de la paix » ne sera enregistré tant que les deux problèmes du désarmement et de l'annulation de la dette n'auront pas été résolus plus ou moins en même temps afin de dégager les fonds absolument nécessaires au développement. Partout, les pauvres ont besoin d'eau potable, d'une nourriture en quantité suffisante, de logement, de programmes d'éducation et de santé. Quelles sont les prochaines étapes nécessaires pour commencer à s'attaquer à cette tâche gigantesque ?*

Le Maître : Une plus grande compréhension doit exister, et elle existera, que le monde ne peut continuer à supporter l'investissement en armes qu'il connaît aujourd'hui. Déjà, les grandes puissances commencent à réaliser ce fait (à travers leurs propres problèmes engendrés par cet investissement) et, comme chacun le sait, l'Union Soviétique est à la pointe de cette démarche. M. Gorbatchev, en particulier, est conscient que les dépenses massives d'armement ont entravé ses tentatives de reconstruction de la société et de l'économie soviétiques. Mais jusqu'à ce que toutes les puissances reconnaissent le besoin impératif de réduire fortement les dépenses d'armement, le progrès accompli en faveur d'une aide réaliste pour les pays en voie de développement restera faible. Lorsque cette étape sera réalisée, un programme intensif d'aide massive en faveur des pays non développés devra être mené. Les pays qui se seront préparés à l'avance, par le biais de sages mesures de répartition et de gestion de l'aide, rendront à leur nation le plus grand des services.

PP : *Comment ces pays peuvent-ils se préparer à recevoir l'aide dont ils ont besoin ?*

Le Maître : Les pays qui, en ce moment, préparent les voies de communication et les centres de reconstruction — qu'ils soient publics ou d'initiative privée — se trouveront dans la meilleure position pour recevoir l'aide des pays développés. De ce fait, il incombe aux gouvernements travaillant actuellement à l'amélioration des pays en voie de

développement, de recenser les statistiques des besoins et, autant qu'il est possible de la faire aujourd'hui, de mettre en place les différents organismes qui seront nécessaires à la mise en œuvre d'une réponse rapide à ces besoins. Nécessairement, cette aide sera fondée sur le principe du premier venu, premier servi, et ceux qui seront les mieux équipés et les mieux organisés seront les premiers à recevoir cette aide.

PP : *Que signifierait concrètement pour les banques et les institutions financières l'annulation totale de la dette des pays du tiers monde, dont ils sont les crédateurs ?*

Le Maître : De nombreuses banques feraient faillite à moins que leurs pertes ne soient garanties par les gouvernements nationaux. La Hiérarchie espère voir ces garanties être mises en place. Il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que les banques supportent à elles seules le coût de la dette. Les gouvernements doivent se porter caution des banques afin de l'amortir.

De nombreuses banques seront prêtes à accepter une part de pertes en regard d'une cause aussi noble, mais il ne serait pas réaliste de prétendre qu'elles puissent en supporter le coût total. Cependant, il ne faudrait pas oublier que la richesse de nombre de banques est aujourd'hui tirée, dans une large mesure, de prêts rémunérateurs consentis aux pays du tiers monde.

PP : *Que pense le Maître des prêts d'ajustement structurel, ainsi qu'on les appelle, préconisés par la Banque Mondiale et le FMI ? (Note : ce type de prêt nécessite fréquemment que les pays en voie de développement autorisent les importations, sans être cependant à même d'améliorer les termes de leurs échanges commerciaux à l'exportation sur le marché mondial pour leurs propres produits agricoles et minéraux. Ils sont également contraints de supprimer les subventions alimentaires et énergétiques. Lorsque les prix des denrées et des transports s'envolent, le choc est subi par les pauvres, qui se révoltent souvent — phénomène qui s'est répété dans le monde entier dans les années 80 et qui se poursuit au cours de cette décennie.)*

Le Maître : Ces prêts étant élaborés d'après le concept de la loi du marché, ils présentent un défaut fondamental. Le recours aux forces du marché dans la situation d'inégalité régnant entre les pays développés et les pays sous-développés, n'a pas de sens. Il n'est pas juste. Ces dispositions sont un

travestissement de ce qui est nécessaire au tiers monde. Dans certains cas, ils ont été suffisants pour galvaniser une nation vers une plus grande prospérité matérielle, mais rarement sans un impact nuisible sur la culture populaire.

Là où les forces du marché constituent la seule priorité, l'inégalité est assurée et l'injustice en résulte. La Banque Mondiale et le FMI ont mésusé de leur pouvoir en imposant une vue idéologique de « normes » économiques au tiers monde. Dans la pratique, ce fut quasiment une extension de l'hégémonie américaine dans le domaine politique et économique international.

En pratique, la Banque Mondiale et le FMI, qui aident indubitablement de nombreux pays, ont agi largement comme instrument des administrations Américaines successives. En tant que contributeur principal, les Etats-Unis ont imposé leur volonté sur les modes de service que la Banque Mondiale et le FMI accordent.

PP : *Comment les pays du tiers monde peuvent-ils commencer à briser cette domination ?*

Le Maître : Cela dépendra largement de la conscience grandissante que le monde est un et qu'aucun progrès n'est possible, même pour le monde développé, tant que les deux tiers de la population mondiale restent prisonniers de la pauvreté. Cet état de fait ne peut plus durer très longtemps. Le bien-être économique actuel des principaux pays développés n'est qu'une bulle qui va bientôt éclater.

Les nations doivent comprendre leur interdépendance, et lorsqu'elles le réaliseront à travers la privation économique, elles prendront des mesures afin de rétablir l'économie mondiale.

Jusqu'à ce que les principales nations soient confrontées « de plein fouet » au problème, rien ou presque ne sera fait.

A plus long terme, une reconstruction complète des systèmes économiques mondiaux sera nécessaire et finalement sera réalisée. Comme Maitreya l'a affirmé, les forces du marché, de par leur nature, sont injustes, et de fait engendrent la division, la séparation et l'inégalité ; elles sont diaboliques.

PP : *Doit-on s'attendre à une période de chaos économique ?*

Le Maître : Seule une période de privation et de difficulté amènera les gouvernements des pays développés à voir la réalité : l'interdépendance de tous les peuples et le besoin d'une distribution plus juste des ressources du monde.

Cependant, le but de la Hiérarchie dans Son travail vis-à-vis de l'humanité, a toujours été de réduire le chaos au minimum. A la lumière de cet objectif, on peut s'attendre à ce que les transformations, quoique radicales, se dérouleront à un rythme compatible avec le bien-être général de toutes les nations. Un chaos minimum en résultera.

Auteur : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egaleme nt psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#), [émergence](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()